



Conseil économique et social

Distr. générale
23 novembre 2007
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Quarante-sixième session

6-15 février 2008

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promotion
du plein-emploi et d'un travail décent pour tous**

Déclaration présentée par la Fédération Elizabeth Seton, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

1. À l'occasion de la quarante-sixième session de la Commission du développement social, placée sous le thème « promotion du plein-emploi et d'un travail décent pour tous », nous estimons que le fait que près de 200 millions de personnes émigrent à la recherche d'un emploi est un problème de fond qui mérite d'être examiné. La dignité humaine qui s'attache à l'individu qui peut pourvoir aux besoins essentiels de sa famille, est le facteur incitatif poussant tant de personnes à travers le monde à quitter leur foyer, voire leur pays, pour gagner de quoi nourrir, loger, éduquer et soigner ceux dont ils ont la charge. Ce phénomène est généralement désigné par le terme « facteur de répulsion ». Le nombre grandissant d'emplois disponibles, en particulier dans le secteur des services, notamment dans les pays développés qui voient leur population vieillir et où la main-d'œuvre est concentrée dans les secteurs technique, bancaire, financier et industriel constitue ce qu'on appelle le facteur d'attraction. Il y aura toujours des emplois à pourvoir dans certaines régions du monde alors que dans d'autres des travailleurs sont sans emploi. La question de la migration sera toujours d'actualité.

Facteurs de migration

2. De nombreux migrants quittent les zones rurales pour les villes ou partent à l'étranger à la recherche d'un emploi pour subvenir aux besoins essentiels de leur

* E/CN.5/2008/1.



famille élargie. D'autres, notant le contraste entre des emplois inexistantes ou faiblement rémunérés et des perspectives d'emploi mieux rémunéré dans d'autres régions, émigrent pour améliorer leurs conditions de vie. D'autres encore, dans les pays où il n'existe pas de régime de pension ni de services de secours en cas de catastrophe, essaient de trouver des moyens de protection.

Recrutement des migrants

3. Dans le passé, les migrants prenaient le risque de partir dans un pays où leur seul espoir était de trouver un emploi offrant le salaire dont ils avaient besoin. Alors que le recrutement se formalise et se mondialise, les employeurs se tournent de plus en plus vers des entreprises développées pour recruter du personnel. Il y a deux catégories de travailleurs étrangers : une main-d'œuvre qualifiée qui est bien payée et reçoit de bonnes prestations, et une main-d'œuvre non qualifiée qui est mal payée et travaille dans des conditions non satisfaisantes, pratiquement sans avantages sociaux. Qui plus est, les travailleurs en situation irrégulière sont vulnérables à l'exploitation du fait qu'on peut les menacer de dénonciation et d'expulsion. Les migrants sont d'autant plus vulnérables qu'ils perdent les avantages acquis. Lorsque des travailleurs étrangers n'ont pas la possibilité de travailler légalement, ils doivent accepter des compromis en termes de barème des salaires, de possibilités d'emploi locales et de respect de la législation du travail. S'agissant des travailleurs étrangers qualifiés, on assiste à un phénomène d'« exode des compétences » qui prive le pays d'origine de ses travailleurs formés, lesquels sont employés à faible coût dans le pays d'accueil pour combler le manque de travailleurs qualifiés.

Féminisation de la migration

4. Plus de la moitié des migrants sont aujourd'hui des femmes, et beaucoup d'autres sont des enfants. Ces groupes ayant moins de droits au départ, ils sont encore plus vulnérables à l'exploitation. Ce phénomène est également lourd de conséquences pour les familles dont les enfants se voient privés de leur mère. La traite d'êtres humains est l'une des formes de maltraitance liée à la migration qui connaît une croissance exponentielle. Lorsqu'un migrant est sous la dépendance du recruteur, il est quasiment réduit à l'état de serviteur sous contrat ou d'esclave. Les hommes sont également de plus en plus touchés.

Questions relatives aux droits de l'homme

5. Dans de nombreux pays, les travailleurs migrants temporaires sont protégés par la législation du travail. Cependant, même s'ils ont un contrat de travail valide, ils sont souvent l'objet de discrimination, touchent un faible salaire et vivent et travaillent dans des conditions déplorables. S'ils se plaignent, ils risquent de compromettre leurs chances d'être réembauchés pour les saisons suivantes. Ces travailleurs ont rarement accès aux systèmes de règlement des plaintes.

6. La législation du travail est particulièrement inefficace dans le cas des travailleurs migrants temporaires en situation irrégulière. Ces travailleurs risquent d'être expulsés s'ils sont dénoncés par leur employeur à titre de mesure de rétorsion. Il n'existe pas de moyens de protection suffisants contre la désintégration des familles de travailleurs migrants, en raison notamment du caractère temporaire des contrats de travail et lorsqu'un membre de la famille est sous le coup d'une expulsion.

7. L'une des conséquences de l'expulsion est la dislocation de familles qui avaient enfin pu être réunies et la non-reconnaissance des avantages tirés par le pays d'accueil d'un groupe statistiquement plus respectueux des lois, qui paie des impôts et est disposé à occuper des emplois qui demandent un plus gros effort physique. Lorsque des personnes recrutées pour travailler dans un pays pour lequel elles ne peuvent pas obtenir de visa, entrent dans le pays sans papier, elles sont souvent considérées comme des criminels, tout simplement.

Envois de fonds

8. De l'avis général, les envois de fonds effectués par des travailleurs à l'étranger sont la forme de développement la plus efficace pour la majorité des « pays d'origine », appelés « pays d'émission ». S'il est beaucoup question de mieux organiser l'utilisation des fonds rapatriés dans ces pays, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit en l'espèce de fonds privés. Les gouvernements ont la possibilité de faciliter le transfert de ces fonds et favoriser leur investissement, par les familles dans des activités productives.

9. Recommandations :

- a) Associer les immigrants aux débats sur la « promotion du plein-emploi et d'un travail décent pour tous »;
- b) Faire porter les efforts sur la création d'emplois décents dans les « pays d'émission », pour que la migration soit un choix et non une nécessité;
- c) Rémunérer les femmes qui travaillent dans le secteur caritatif pour leur éviter d'émigrer;
- d) Promouvoir une mondialisation équitable pour créer un cadre dans lequel les pays en développement puissent se battre à armes égales sur le marché mondial;
- e) Étudier, dans le cadre d'accords multilatéraux, la question du droit des individus de circuler d'un pays à l'autre, comme dans le cas des capitaux et des marchandises;
- f) S'employer au niveau international à assurer la gestion des migrations, dans des conditions de sécurité et d'un bon encadrement, pour que les êtres humains ne soient pas exploités comme de simples marchandises tant que la migration restera une stratégie de survie économique;
- g) Reconnaître la nécessité d'adopter une approche de la question des migrations axée sur les droits de l'homme;
- h) Accroître le nombre des États membres qui adhèrent aux mesures internationales de protection existantes, notamment la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles;
- i) Continuer de s'employer à réduire le réchauffement planétaire qui fait déjà beaucoup de déplacés dans les pays en développement;
- j) Aborder le problème de l'exploitation sexuelle sous l'angle de la demande, de façon à éliminer la traite des êtres humains.

Note :

Déclaration souscrite et appuyée par les organisations non gouvernementales indiquée ci-après dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social : Sœurs de Notre-Dame de Namur, Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, Sisters of Mercy of the Americas, National Council of Women of the United States Inc., International Presentation Association of the Sisters of the Presentation, Vivat International, Soroptimist International, Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, Society of Catholic Medical Missionaries, Association internationale des écoles de service social, Salesian Missions, Dominican Leadership Conference, Citizens United for Rehabilitation of Errants, Pax Romana Loretto Community, UNANIMA International, School Sisters of Notre Dame.
